

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

16 FÉVRIER 2005

Proposition de résolution relative à un allègement important de la dette des pays touchés par le raz-de-marée qui a frappé l'Asie du Sud-Est

(Déposée par Mme Fauzaya Talhaoui et M. Lionel Vandenberghe)

DÉVELOPPEMENTS

Les pays du pourtour de l'océan Indien ont été touchés par une catastrophe sans précédent qui a causé d'immenses souffrances. L'ensemble de la population belge compatit avec les victimes et avec leurs familles.

À l'instar de plusieurs gouvernements, des institutions internationales telles que les Nations unies, la Banque mondiale et le FMI ont rapidement réagi. Des milliards d'aide ont été promis lors de la conférence de Djakarta consacrée au tsunami. Selon les estimations des Nations unies, il faudra un milliard de dollars environ pour répondre aux besoins des six premiers mois.

Il faut toutefois maintenir la pression politique pour que ces promesses soient effectivement — et rapidement — concrétisées. On est loin de savoir clairement s'il s'agit, en l'occurrence, de dons ou de prêts. Les prêts ne feraient qu'accroître la dette actuelle des pays concernés et engendreraient à terme des problèmes supplémentaires pour ces derniers. Il convient dès lors que l'ensemble des promesses et des remises de dette s'ajoutent aux autres efforts nécessaires dans le domaine de la coopération au développement, et ne les remplacent pas.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2004-2005

16 FEBRUARI 2005

Voorstel van resolutie betreffende een verregaande schuldkwijtschelding voor de door de zeebeving getroffen landen in Zuidoost-Azië

(Ingediend door mevrouw Fauzaya Talhaoui en de heer Lionel Vandenberghe)

TOELICHTING

Een catastrofe zonder voorgaande heeft de landen rond de Indische Oceaan getroffen en onnoemelijk leed veroorzaakt. De ganse Belgische bevolking leeft mee met de slachtoffers en hun families.

Verschillende regeringen en internationale instellingen zoals de Verenigde Naties, de Wereldbank en het IMF hebben prompt gereageerd. Tijdens de tsunamiconferentie in Jakarta werd voor miljarden dollar steun toegezegd. Volgens de Verenigde Naties is er ongeveer 1 miljard dollar nodig om de noden gedurende de eerste zes maanden te lenigen.

Politieke druk blijft echter nodig om te waarborgen dat die beloftes ook echt en snel genoeg worden waargemaakt. Het is verre van duidelijk of de toegezegde steun giften of leningen betreft. Leningen zouden de bestaande schuldenlast van de getroffen landen alleen maar verhogen en op lange termijn voor bijkomende problemen zorgen. Alle toezeggingen en kwijtscheldingen van gelden moeten dan ook de noodzakelijke andere inspanningen op het gebied van ontwikkelingssamenwerking aanvullen en niet vervangen.

Selon les estimations de la banque mondiale, la dette des pays concernés s'élève à quelque 375 milliards de dollars. Rien que pour l'année dernière, le Sri Lanka, l'Indonésie et la Thaïlande ont déjà déboursé 20 milliards de dollars pour le remboursement de leurs dettes. Eu égard à l'ampleur de cette catastrophe, les pays riches et les grandes institutions doivent décréter un moratoire immédiat sur le remboursement de la dette. Il ne s'agirait toutefois là que d'un premier pas.

La dette de l'Indonésie s'élève à elle seule à 132 milliards de dollars. Le remboursement de cette dette, couplé à la politique économique de privatisation et de libéralisation imposée par le FMI et la Banque mondiale, empêche depuis des années déjà de consacrer plus d'argent à des programmes dans le secteur social, l'enseignement et les soins de santé. En 2004, l'Indonésie a payé 6,8 milliards de dollars d'intérêts et d'amortissement. Pour 2005, nous avons calculé que 7,1 milliards de dollars devraient être remboursés. Ce montant équivaut à la somme promise le 6 janvier par l'ensemble de la communauté internationale pour venir en aide à la communauté sinistrée.

Un moratoire n'est rien d'autre qu'un sursis de paiement. Les charges sont reportées à la génération suivante et la spirale de la dette n'est absolument pas enrayée. C'est pourquoi nous plaçons pour une remise importante de la dette des pays les plus touchés. Diverses organisations nationales et internationales sont aussi favorables à cette idée.

Même sans cette catastrophe, il y avait suffisamment de raisons pour remettre la dette. Une bonne partie de la dette n'a jamais profité à la population. Le FMI, la Banque mondiale et les autres donateurs savaient pertinemment aussi qu'au moins 30% de leurs prêts à l'Indonésie aboutissaient dans les poches du dictateur Suharto et de ses fidèles. Mais, pour des raisons géopolitiques, on a fermé les yeux.

Depuis la crise financière de 1997, la politique économique de l'Indonésie est dictée par le FMI et la Banque mondiale. Le pays s'est vu obligé de prendre une série de mesures, qui se sont vite avérées n'être absolument pas adéquates. Pire encore: elles ont contribué à faire basculer un nombre plus élevé de personnes sous le seuil de pauvreté. Et entre-temps, l'Indonésie devait faire face à une énorme dette supplémentaire ... mais, quand on a le couteau sur la gorge, on n'a pas vraiment le choix.

Par la présente résolution, l'auteur demande par conséquent une importante remise de dettes pour les pays sinistrés. Sans ces mesures radicales, les pays les plus durement touchés de la région ne pourront atteindre les objectifs du Millénaire. Il convient de prévoir des garanties et des mécanismes assurant que les moyens dégagés seront effectivement utilisés en faveur des couches les plus démunies de la population et que les investissements seront en priorité réalisés

De schuldenberg van de betrokken landen bedraagt volgens de Wereldbank zo'n 375 miljard dollar. Sri Lanka, Indonesië en Thailand betaalden vorig jaar alleen al 20 miljard dollar aan schuldaflossing. Gezien de omvang van de ramp moeten de rijke landen en grote instellingen, met onmiddellijke ingang, een moratorium afkondigen. En dat mag slechts een eerste stap zijn.

De Indonesische schuldenberg alleen al bedraagt 132 miljard dollar. De afbetaling ervan, in samenspel met het door het IMF en de Wereldbank opgelegde economisch beleid van privatisering en liberalisering, verstikt al jaren de mogelijkheden om meer geld te besteden aan programma's in de sociale sector, het onderwijs en de gezondheidszorg. In 2004 betaalde Indonesië 6,8 miljard dollar aan interesten en openstaande schuld. Voor 2005 berekenden we dat het 7,1 miljard dollar zou moeten terugbetalen. Dat is evenveel als het bedrag dat de ganse internationale gemeenschap op 6 januari als hulp aan de getroffen gemeenschap toezegde ...

Een moratorium is simpelweg een uitstel van betaling. De lasten worden verschoven naar de volgende generatie en de schuldenpiraal wordt op geen enkele wijze doorbroken. Wij pleiten dan ook voor een verregaande kwijtschelding van de schuldenlast van de meest getroffen landen. Ook verscheidene nationale en internationale organisaties zijn dat idee genegen.

Ook zonder deze ramp was er reden genoeg om de schuld kwijt te schelden. Een groot deel van de leningen is nooit aan de bevolking ten goede gekomen. Het IMF, de Wereldbank en andere donoren wisten ook zeer goed dat hun leningen aan Indonesië voor minstens 30% in de zakken van dictator Soeharto en zijn getrouwen verdwenen. Maar om geopolitieke redenen kneep men een oogje dicht.

Sinds de financiële crisis in 1997 wordt het economische beleid van Indonesië gedicteerd door het IMF en de Wereldbank. Het land werd verplicht een aantal maatregelen te nemen die al gauw allesbehalve adequaat bleken te zijn. Meer zelfs, ze waren er mee verantwoordelijk voor dat nog meer mensen onder de armoedegrens terechtkwamen. Indonesië zat ondertussen wel met een pak extra terug te betalen leningen opgezadeld ... maar met het mes op de keel heb je niet veel keuze.

De indieners vragen in deze resolutie dan ook een verregaande schuldkwijtschelding voor de getroffen landen. Zonder die radicale maatregelen halen de meest getroffen landen uit de regio de millenniumdoelstellingen niet. Er moeten garanties en mechanismen worden ingebouwd die ervoor zorgen dat de vrijgekomen middelen daadwerkelijk ten goede komen aan de armere lagen van de bevolking en in de eerste plaats geïnvesteerd worden in onderwijs, gezond-

dans l'enseignement, dans les soins de santé ainsi que dans d'autres programmes sociaux. S'il a été possible, l'année dernière, d'annuler une grande partie des dettes colossales de l'Irak, pourquoi ne pourrait-on répéter l'opération aujourd'hui? Ou doit-on en déduire que la règle du « deux poids, deux mesures » s'applique également après un tsunami?

L'auteur estime qu'en général, la remise de la dette de tous les pays du tiers-monde est, d'un point de vue éthique, une évidence, et croit que le modèle de coopération au développement contribuera à inverser la tendance. Ce modèle, reflet de la solidarité internationale, s'appuie sur l'égalité et les partenariats avec les sociétés civiles locales dans des pays avec lesquels sont nouées des relations de coopération. La norme en vertu de laquelle 0,7% du PNB doit être consacré à la coopération au développement représente un minimum absolu pour l'auteur. Il ne s'agit nullement d'un objectif noble que nous espérons bien atteindre dans 10 ou 20 ans. L'auteur estime que la remise de dettes doit non seulement être accordée aux pays récemment touchés, mais également, à terme, à tous les pays du tiers-monde.

*
* *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

a) vu la catastrophe sans précédent qui a frappé les pays de l'océan Indien et qui cause d'immenses souffrances;

b) vu les milliards d'aide financière promis lors de la conférence du tsunami qui s'est tenue à Djakarta;

c) vu la dette considérable des pays touchés;

d) considérant qu'il existait déjà avant la catastrophe suffisamment de raisons justifiant une remise de dettes;

e) considérant que la plus grande partie des dettes n'a jamais profité à la population,

demande au gouvernement fédéral:

1. d'inciter tous les créanciers bilatéraux et multilatéraux à décréter un moratoire immédiat sur le remboursement de la dette, sans imputer d'intérêts supplémentaires sur les paiements reportés par le moratoire;

heidszorg en andere sociale programma's. Als men vorig jaar een groot deel van de Irakese schulden kon kwijtschelden, waarom zou dat dan nu niet kunnen? Of bestaan er ook na een tsunami nog steeds twee maten en twee gewichten?

In het algemeen is de kwijtschelding van schulden van alle derdewereldlanden voor de indieners een ethische evidentie. Wij geloven in het model van samenwerkingsontwikkeling om het tij te helpen keren. Dat model van internationale solidariteit is gebaseerd op evenwaardigheid en op partnerschappen met de lokale civiele maatschappijen in de landen waarmee samenwerkingsverbanden worden opgestart. De norm die bepaalt dat 0,7% van het BNP naar samenwerkingsontwikkeling moet gaan is voor ons een absolute minimumnorm, geen nobel streefdoel dat we over tien of twintig jaar wel eens hopen te bereiken. Vandaar is de kwijtschelding van schulden voor ons vanzelfsprekend, niet enkel nu in de door de zeebeving getroffen landen, maar op termijn in alle derdewereldlanden.

Fauzaya TALHAOUI.
Lionel VANDENBERGHE.

*
* *

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

a) gelet op de catastrofe zonder voorgaande die de landen rond de Indische Oceaan heeft getroffen en onnoemelijk leed heeft veroorzaakt;

b) overwegende dat op de tsunamiconferentie in Jakarta voor miljarden dollar steun is toegezegd;

c) overwegende dat de getroffen landen een enorme schuldenlast torsen;

d) overwegende dat er ook voordien reeds redenen genoeg waren om die schuld kwijt te schelden;

e) overwegende dat het grootste deel van de aange-gane leningen nooit aan de bevolking ten goede is gekomen,

verzoekt de regering:

1. alle bilaterale en multilaterale schuldeisers van de getroffen landen aan te sporen met onmiddellijke ingang een moratorium op de schuldafbetalingen af te kondigen, zonder dat bijkomende renten aangerekend worden voor betalingen die door het moratorium worden uitgesteld;

2. d'accorder aux pays les plus touchés une remise des dettes bilatérales qu'ils ont contractées envers la Belgique;

3. de plaider activement en faveur d'une importante remise de la dette de l'Indonésie et d'autres pays sinistrés, et ce dans les enceintes européennes et internationales, en particulier au sein du Club de Paris, ainsi qu'au sein des différentes institutions multilatérales compétentes telles que le FMI, la Banque mondiale et la BAD (Banque asiatique de développement);

4. d'insister pour que soit organisée, sous l'égide des Nations unies, une conférence internationale sur la dette des pays concernés. Cette conférence permettra de déterminer les besoins financiers, immédiats et à plus long terme, des pays touchés, ainsi que les coûts supplémentaires qu'entraîne la reconstruction pour lesdits pays. Leur dette doit être ramenée à un niveau raisonnable qui leur permette encore d'atteindre les objectifs du Millénaire et de garantir le développement de l'ensemble de leur population. Les dettes qui s'avèrent illégitimes au terme d'une étude indépendante, feront l'objet d'une remise totale;

5. de s'opposer à la liaison de la remise de dettes aux conditions économiques habituellement imposées par le FMI, la Banque mondiale et la Banque de développement asiatique, lesquelles poussent ces pays dans la voie d'une privatisation et d'une libéralisation qui, au lieu de résoudre les problèmes, les amplifient;

6. de veiller, avec d'autres donateurs, à ce que les efforts humanitaires actuels, déployés à la suite du tsunami, n'entraînent pas de nouveau les pays touchés dans le piège de l'endettement. En d'autres termes, l'aide ne doit être accordée que sous la forme de dons, en particulier à l'égard des pays les plus pauvres du groupe. Les prêts ne feraient qu'aggraver le problème à plus long terme;

7. de veiller à ce que les vecteurs de l'aide ainsi que les autorités impliquées dans les pays touchés fassent preuve de transparence;

8. d'impliquer la population et la société civile dans le contrôle de l'utilisation des moyens dégagés.

20 janvier 2005.

2. de bilaterale schulden van de zwaarst getroffen landen ten opzichte van België kwijt te schelden;

3. een vergaande schuldkwijtschelding voor Indonesië en andere getroffen landen actief te verdedigen, zowel in Europese en internationale fora, inzonderheid in de Club van Parijs waar zij deel van uit maken, als bij de bevoegde multilaterale instellingen zoals het IMF, de Wereldbank en de Aziatische Ontwikkelingsbank (ADB);

4. in het kader van de Verenigde Naties aan te dringen op de organisatie van een internationale conferentie over de schuldenlast van de betrokken landen. Op die conferentie kan worden uitgemaakt wat onmiddellijk en op langere termijn de financiële noden van de getroffen landen zijn en welke extra kosten de wederopbouw na de ramp voor de landen meebrengt. De schuldenlast moet teruggebracht worden tot op een niveau dat werkelijk betaalbaar is voor de getroffen landen en hen toch nog in staat stelt de millenniumdoelstellingen te halen en ontwikkeling voor heel hun bevolking te garanderen. Schulden die op basis van onafhankelijk onderzoek illegitiem blijken, moeten volledig worden kwijtgescholden;

5. ervoor te pleiten dat de schuldkwijtschelding niet gekoppeld wordt aan de gangbare economische voorwaarden van het IMF, de Wereldbank en de Aziatische Ontwikkelingsbank, aangezien die de betrokken landen dwingen in de richting van privatisering en liberalisering die hun problemen niet oplossen, maar vergroten;

6. er samen met andere donoren voor te zorgen dat de huidige hulpinspanning naar aanleiding van de tsunami geen nieuwe schuldenval wordt voor de betrokken landen, door erover te waken dat de hulp, zeker voor de armste landen uit de groep, enkel in de vorm van giften wordt verleend, aangezien leningen het probleem op langere termijn alleen maar vergroten;

7. mee te waken over de transparantie en de «accountability» van de hulpkanalen en de betrokken overheden in de getroffen landen;

8. de bevolking en de civiele maatschappij te betrekken bij de controle op het gebruik van de vrijgekomen middelen.

20 januari 2005.

Fauzaya TALHAOUI.
Lionel VANDENBERGHE.
Jean CORNIL.
Sabine de BETHUNE.
Staf NIMMEGEERS.